

PROJET TRANSVERSAL MIGRATIONS ET RELATIONS INTERNATIONALES

Compte rendu du premier séminaire*
“**The Impact of Migration from India to India**”
par Devesh KAPUR de l’Université d’Harvard

Un groupe de recherche, animé par Catherine de Wenden, Anne de Tinguy et Riva Kastoryano, s’est fixé pour objectif d’étudier, pendant les deux années à venir, l’impact des migrations sur les relations internationales dans une perspective comparative et transversale. Le premier séminaire de ce programme a eu lieu le 24 mai 2005, à l’occasion de la venue à Paris du Prof. Devesh Kapur de l’Université d’Harvard. Dans son intervention, D. Kapur a envisagé les facteurs et les conséquences des flux migratoires sous l’angle de la science politique, en analysant l’impact de l’émigration sur le système politique indien. Son propos visait à montrer, d’une part, que l’émigration des élites indiennes était une conséquence de la décolonisation et du processus de démocratisation du système politique qui s’en était suivis, et, d’autre part, qu’elle expliquait, au moins en partie, le succès et la pérennité de la démocratie en Inde. En s’appuyant sur plusieurs enquêtes sociologiques et statistiques, il a démontré que l’émigration massive des représentants des plus hautes castes de la société avait fortement favorisé le renouvellement des élites et l’ascension sociale des classes (ou des castes) moyennes et que cette mobilité sociale avait été un facteur de consolidation du régime démocratique en Inde.

Devesh Kapur est professeur associé au *Weatherhead Center for International Affairs* et au *Center for International Development* de l’Université de Harvard. Ses recherches portent sur les changements sociopolitiques et les effets de la mondialisation

* Ce compte rendu a été rédigé par Céline Marangé, doctorante à l’IEP de Paris, rattachée au CERI.



dans les pays en développement. Son travail de recherche consiste actuellement à montrer l'impact politique et économique des flux migratoires sur les pays en développement, en particulier en Inde. Il vient de publier deux ouvrages. Le premier a été écrit en collaboration avec John McHale et s'intitule *The War for Global Talent: Implications for Developing Countries*. Le second, dirigé avec Pratap Mehta, traite de l'impact politique et économique des migrations indiennes en Inde. *Public Institutions in India: Performance and Design*, New Delhi: Oxford University Press, 2004.

Résumé de l'intervention de Devesh Kapur

Les paradoxes de la démocratie indienne

La démocratie indienne présente le paradoxe d'avoir vu le jour et résisté au temps dans des conditions qui lui étaient a priori défavorables. Au moment de son accession à l'indépendance, l'Inde ne réunissait pas les conditions socioéconomiques nécessaires, suivant les schémas d'analyse traditionnels, à l'avènement de la démocratie. L'Inde n'avait pas de culture politique démocratique après la deuxième guerre mondiale et de forts clivages sociaux, liés au système des classes et à une grande disparité de richesse, traversaient la société indienne. Les spécialistes de l'Inde ont donc coutume de penser que la démocratie indienne est le fruit de l'idéalisme des élites et qu'elle résulte de la conjonction d'un ensemble de facteurs favorables, comme le contrôle civil de l'armée et l'absence de relations entre l'armée et les propriétaires terriens, la force du parti du Congrès et l'efficacité de sa stratégie de mobilisation de masse pendant la période de la lutte pour l'indépendance ou encore la faiblesse politique des propriétaires terriens dont l'influence dépassait rarement le niveau local. Devesh Kapur estime, pour sa part, que la mobilité spatiale des élites indiennes a grandement contribué au succès de la démocratie en Inde, en diminuant les tensions sociales, inhérentes au processus de démocratisation. Les élites, dont l'introduction soudaine du suffrage universel impliquait la disparition, ont trouvé dans l'émigration une échappatoire. Leur départ a favorisé l'ascension sociale de communautés et de groupes sociaux auparavant marginalisés, qui sont devenus les nouveaux dépositaires du système politique indien. Pour résumer, l'émigration des élites indiennes a, pour un ensemble de raisons, permis d'éviter les conflits d'intérêts qui surviennent presque

inévitablement entre les masses et les élites lorsqu'on modifie les règles de la représentation politique et qui sont susceptibles de conduire à une panne de la démocratie (*democratic breakdown*).

L'histoire des migrations indiennes.

Jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle, les migrants indiens étaient des ouvriers sous contrat (*indentured labour*)¹. A partir de la fin du 19^{ème} siècle et jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale, des marchands, des commis et des employés de bureaux indiens se rendaient de leur propre chef, soit temporairement, soit définitivement en direction de l'Afrique orientale et australe. Depuis l'indépendance, les flux migratoires ont lieu dans trois directions principales. Entre le début des années 1950 et le début des années 1960, une main d'œuvre non qualifiée ou peu qualifiée, issue du Punjab et du Gujarat, a émigré au Royaume Uni. Après le premier choc pétrolier en 1973, beaucoup d'Indiens peu qualifiés ont émigré dans les pays du Golfe. Enfin, depuis 1965, l'émigration vers les Etats-Unis est particulièrement importante.

Caractéristiques sociologiques de émigrés indiens à travers le monde.

D. Kapur a conduit plusieurs enquêtes sociologiques pour apprécier l'impact des migrations sur la démocratie indienne. L'une d'entre elles cherche à évaluer l'incidence de variables telles que l'origine sociale, le niveau d'éducation et la religion, sur l'émigration indienne. Plusieurs tableaux rendent compte des résultats obtenus. Le premier présente une classification des migrants en fonction, non pas de leurs revenus, mais de leur profession; le deuxième croise ces résultats avec des données concernant les pays d'accueil. Il apparaît que les élites indiennes émigrent, en premier lieu, aux Etats-Unis et, en second lieu, au Royaume Uni, en Australie ou en Nouvelle Zélande tandis que les Indiens issus d'un milieu social plus modeste s'expatrient de préférence en Asie, en Europe et au Moyen Orient. Les tableaux trois et quatre testent deux autres variables explicatives, le niveau d'éducation et la religion. Il en ressort que les Indiens de confession musulmane émigrent en majorité au Moyen Orient et en Afrique du Nord, tandis que les Hindous se rendent de préférence aux Etats-Unis. La deuxième enquête

¹ Le terme *indentured labour* fait référence aux migrants indiens envoyés dans les Antilles anglaises et les colonies Africaines pendant cette période.

sociologique porte sur les Indiens installés aux Etats-Unis. Elle a été réalisée à partir d'une base de données sur les élites politiques, administratives, commerciales et scientifiques indiennes aux Etats Unis. Il ressort de cette deuxième étude que 82% des Indiens installés aux Etats Unis sont hindous, que 70% appartiennent à la classe sociale la plus élevée et 20% à la classe dominante. Un autre tableau sur le lieu de résidence des enfants des officiers de l'armée indienne montre que 55% d'entre eux sont installés aux Etats-Unis, ce qui corrobore l'idée selon laquelle les élites indiennes préfèrent émigrer aux Etats-Unis.

Objectifs de la recherche

Le but des recherches de D. Kapur est de revisiter le passé et d'apprécier le présent en prenant en compte le rôle des migrations sur la démocratie indienne. A cette fin, il a mis en place un nouveau type de questionnement. Il se demande par exemple :

- Si les Brahmanes du Tamil Nadu n'avaient pas quitté le pays dans les années 1950, aurait-on pu instaurer aussi facilement les politiques de discrimination positive et promouvoir ainsi la démocratie ?
- Le miracle du Kérala² aurait-il eu lieu sans les fonds envoyés par les Kéralais expatriés dans le Golfe ?
- Si l'émigration n'avait pas fortement augmenté pendant la période de stagnation économique, du milieu des années 1960 au début des années 1980, les tensions sociales auraient-elles pu déboucher sur des conflits violents ? Dans quelle mesure l'émigration a-t-elle constitué un exutoire pour certaines catégories de la population ?
- Pourquoi les émeutes³ qui ont suivi l'adoption du rapport de la commission Mandal sur la politique des quotas se sont-elles résorbées si vite ?

² Malgré un fort taux de chômage, l'Etat du Kérala se distingue par un fort taux d'alphabétisation et de scolarisation et un bon système de santé qui a permis notamment d'éradiquer la polio.

³ D. Kapur fait ici référence à la flambée de violence religieuse qui s'est répandue en Inde en 1993. La commission Mandal avait été mandatée par le gouvernement indien pour étudier le problème des basses classes et formuler des propositions visant à améliorer leur sort. En 1990, la commission rend son rapport, à la suite de quoi les quotas réservés aux basses castes et aux tribaux dans la fonction publique et les universités sont augmentés. S'en suit une crise politique majeure dont les émeutes de 1993 constituent le paroxysme et qui ont contribué à l'affaiblissement du Congrès et à l'ascension d'une formation hindouiste radicale, le Bharatiya Janata Party.

Discussion de C. Jaffrelot, Directeur du CERI et spécialiste de l'Inde

Selon C. Jaffrelot, il est tout à fait novateur de vouloir expliquer la démocratie indienne en s'intéressant au rôle des migrations. Cette approche appelle de nombreux commentaires. Tout d'abord, il faut souligner l'importance d'un autre facteur explicatif, au moins aussi important que la migration : l'héritage britannique. Les Britanniques ont promu certaines formes de volontarisme et ont laissé le parti du Congrès se transformer en un mouvement de masse.

L'élite traditionnelle, en quittant le pays, a laissé place à plusieurs groupes émergents: les propriétaires terriens, la bourgeoisie capitaliste et la bureaucratie. Cette nouvelle élite, qui n'avait pas intérêt à migrer, a joué le jeu de la démocratie pour des raisons fort diverses et, sans nul doute, car il s'agissait, au moins au départ, d'une démocratie très conservatrice et non socialiste. Ce régime démocratique servait les intérêts de l'élite traditionnelle, que constituaient les propriétaires terriens, et offrait la possibilité à de nouveaux groupes d'influence de négocier leur allégeance et leurs prébendes.

La question de savoir si l'Inde est Etat faible fait débat au sein de la communauté des spécialistes de l'Inde depuis de nombreuses années. Selon C. Jaffrelot, l'Inde pourrait être qualifiée de *weak strong state* dans la mesure où l'Etat indien a l'ambition, mais non les moyens, d'être fort. Sa faiblesse réside principalement dans son manque de centralisation. Le fédéralisme fait partie des règles du jeu politique en Inde et le parti du Congrès excelle à rassembler en son sein tous les gouverneurs locaux, de la base au plus haut niveau. Le pouvoir central est constamment obligé de négocier avec les représentants provinciaux, ce qui constitue une source d'affaiblissement importante pour la démocratie indienne.

La corrélation entre la migration et la discrimination positive est de toutes la plus pertinente. La politique des quotas qui visait à promouvoir l'ascension sociale des castes les plus basses a contraint certains représentants des hautes castes à l'exil. Cette migration a renforcé le processus d'ascension sociale de nouvelles élites. C'était notamment le cas dans le sud de l'Inde et, en particulier, au Tamil Nadu. Les quotas dans l'enseignement secondaire pour les basses castes étaient tels que les Brahmanes

qui voulaient offrir des études à leurs enfants ont été contraints de partir. Les premières campagnes de discrimination positive ont été instaurées par le pouvoir colonial au début des années 1920. Un cinquième des postes dans l'administration revenaient à des membres des basses castes. La première migration des Brahmanes du Tamil Nadu remonte à cette période et s'est faite, non pas vers l'étranger, mais vers Delhi et le nord de l'Inde où il n'y avait pas de politique de discrimination positive.

Questions de Christophe Jaffrelot à Devesh Kapur

1) Comment avez-vous identifié la caste des personnes interrogées, étant donné qu'on ne peut pas procéder à partir du seul nom de famille ?

D.K. La corrélation du nom et de la langue permet d'estimer correctement l'appartenance de caste des personnes interrogées. En suivant cette méthode, la probabilité d'erreur est très faible.

2) Comment expliquez-vous que le gouvernement indien n'essaie-t-il pas d'endiguer la fuite de ses cerveaux ? Est-ce parce les émigrés indiens forment un lobby ethnique susceptible de défendre les intérêts du pays ?

D.K. La fuite des cerveaux a indéniablement eu des effets positifs ; il a notamment permis d'attirer de nombreux investisseurs et de restructurer le système d'enseignement. Mais, si le gouvernement indien ne prend aucune mesure pour empêcher ou limiter la fuite des cerveaux, c'est avant tout parce que les élites ont personnellement intérêt à ce que leurs enfants ou des membres de leur famille s'installent à l'étranger.

3) Dans les tableaux qui présentent une classification des Indiens à l'étranger en fonction de leur caste ou de leur classe sociale, dans quelle catégorie les Dalit⁴ sont-ils rangés ?

⁴ Le terme *dalit* signifie "opprimé" ou "brisé". Dans le système des castes de l'Inde, un intouchable, dalit, pariah ou achuta est une personne qui n'est pas classée dans les quatre castes et considérée comme inférieure aux personnes de ces castes. Les intouchables pratiquent traditionnellement des métiers liés à la notion d'impureté, comme ceux qui touchent à la mort ou aux productions du corps (excréments, cheveux coupés, larmes, sueur), comme les balayeurs, les barbiers, les croque-morts, les cordonniers ou les blanchisseurs.

D.K. Cette catégorie de la population indienne est très peu représentée à l'étranger, sauf au Royaume Uni. Elle représente une très faible fraction de la diaspora indienne.

4) Quel est l'impact de la migration sur la société indienne, dans le domaine politique et en termes de consommation ?

D.K. D'importants changements sociaux ont eu lieu dans tous les domaines depuis l'indépendance de l'Inde. La mobilité sociale a été particulièrement forte dans le commerce et la bureaucratie. Le renouvellement des élites a été plus limité parmi les propriétaires terriens.

Débat

Catherine de Wenden. Pourquoi le gouvernement indien, en dépit du fait que l'Inde est une vieille démocratie, continue-t-il de préférer offrir une très bonne éducation à une élite plutôt que d'assurer l'accès de tous à l'éducation.

D.K. La situation est plus mitigée et dépend pour beaucoup de la politique des Etats. Il y a un grand paradoxe à ce que le pays où l'inégalité dans l'accès à l'éducation est la plus forte au monde, produise deux fois plus d'ingénieurs que les Etats-Unis et l'Europe réunies. Il faut reconnaître que rien (ou presque rien) n'est fait pour développer l'enseignement primaire et que la classe politique se préoccupe peu de ce problème. C'est d'autant plus regrettable qu'on ne devient pleinement citoyen qu'en accédant à l'éducation.

Jean-Philippe Béja. Pourquoi a-t-il moins été question, dans cette étude, des immigrés indiens en Grande Bretagne ? Cela signifie-t-il que la communauté indienne y est mieux intégrée ?

D.K. Ce choix répond avant tout à des impératifs d'ordre pratique. Travaillant aux Etats-Unis, il m'était plus facile d'y conduire des enquêtes sociologiques. De plus, l'élite indienne émigre plus volontiers aux Etats-Unis qu'au Royaume Uni. Mon objectif étant d'étudier l'impact des migrations sur la démocratie indienne, il était plus judicieux de mener des enquêtes auprès de la diaspora indienne des Etats-Unis.